

L'Internationale des Services Publics au Forum social mondial, Tunis 2013

L'Internationale des Services Publics était la fédération syndicale mondiale la plus largement représentée à l'occasion du Forum social mondial organisé du 26 au 30 mars 2013 à Tunis, Tunisie. La PSI a organisé et coparrainé de nombreuses manifestations relatives aux droits syndicaux, aux jeunes, à l'eau, aux questions touchant les femmes, à la justice fiscale, à l'énergie et au changement climatique. Ce forum revêtait une importance particulière compte tenu des enjeux politiques auxquels sont confrontés nos membres au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, deux ans après le Printemps Arabe. Des dizaines de milliers de participant(e)s issus d'organisations de la société civile, de syndicats et de groupes politiques progressistes ont assisté à l'événement.

Veuillez consulter la page Flickr de la PSI pour découvrir davantage de photos concernant ces manifestations : http://www.flickr.com/photos/psi_isp_iska/sets/

LA PSI DANS LE CADRE DES ATELIERS DU FSM – VOIR DETAILS [ICI](#)

Des membres algériens de la PSI empêchés par leur gouvernement de se rendre au Forum

Le gouvernement algérien a interdit à une délégation composée d'une centaine de syndicalistes du SNAPAP et militant(e)s des droits de l'homme de franchir la frontière pour se rendre au Forum social mondial en Tunisie. Lors du FSM, le SNAPAP a organisé des manifestations à l'extérieur de l'ambassade et du consulat algériens à Tunis et il a bénéficié d'une bonne visibilité au moment de l'ouverture du Forum. La PSI continue de faire pression auprès du gouvernement algérien pour l'amener à respecter les droits de nos membres. <http://www.world-psi.org/fr/une-delegation-de-100-algeriens-empeches-de-se-rendre-au-forum-social-mondial>

L'ASCENSION DES FEMMES A LA TETE DES SYNDICATS ARABES

http://www.flickr.com/photos/psi_isp_iska/sets/72157633159303514/

Elles restent confrontées aux réalités qui affectent leur existence, à l'instar des guerres et des révolutions, de la discrimination et de l'abus, mais les femmes arabes trouvent les moyens de s'organiser pour un avenir meilleur grâce à la solidarité féminine et la solidarité syndicale à travers les frontières.

Au travers d'une initiative rendue possible grâce au soutien des affiliés de la PSI [Kommunal](#), ST et VISION, et parrainée par l'organisation suédoise pour le développement syndical [LO/TCO](#), 33 femmes syndicalistes issues du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont participé à une conférence régionale sur le leadership féminin organisée à Tunis les 23 et 24 mars 2013, en amont du Forum social mondial.

Des syndicalistes en provenance de Jordanie, d'Égypte, du Liban, d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, du Koweït, de Palestine, du Canada, de Belgique et de Suède ont partagé leurs expériences et engagé une réflexion sur les moyens de promouvoir l'égalité des femmes sur leurs lieux de travail et dans leurs pays respectifs.

L'avocate tunisienne et militante pour les droits de la femme Basma Khalfaoui (*photo, à g.*) a déclaré avoir fait un effort particulier pour prendre la parole à l'occasion de ce rassemblement de femmes syndicalistes de la PSI « parce que les femmes doivent montrer la voie de la paix et de l'égalité dans la région du MOAN. » L'époux de Basma Khalfaoui, figure de l'opposition et syndicaliste tunisien [Chokri Belaïd](#), avait été assassiné le 6 février à Tunis.

La présidente de la réunion Anan Qadri, Secrétaire générale du Syndicat des services de la santé en Palestine - Bande de Gaza, a déclaré : « Nous n'observons aucun engagement sérieux de la part des Conseils exécutifs de la région arabe afin de faire progresser la représentation des femmes au plus haut niveau des structures syndicales. Nous appelons ces dirigeants à s'engager fermement dans cette direction, sans quoi nous devons nous confronter à eux. »

« Les femmes sont puissantes, et tout particulièrement celles qui participent à ces révolutions dans la région arabe. Nous avons pleinement conscience de notre potentiel et de notre capacité, et nous allons aller de l'avant en nous soutenant mutuellement et avec l'appui de la PSI, » a déclaré Qadri.

Au terme de deux journées complètes de discussion et de présentations, les participant(e)s ont dressé une liste succincte d'actions prioritaires pour la région.

Veillez cliquer sur les liens suivants pour consulter le compte-rendu intégral de la conférence sur le leadership féminin dans la région MOAN et la couverture médiatique sur le sujet :

http://inthesetimes.com/working/entry/14798/labor_women_of_the_arab_spring/
www.world-psi.org/sites/default/files/attachment/news/mena_women_leadership_story_0.pdf
www.radiolabour.net/wsf-2013.htm

SERVICES DE DISTRIBUTION

La délégation de la PSI sur les services de distribution incluait des membres issus des pays suivants : Tunisie, Nigeria, Kenya, Ghana, Rwanda, Sénégal, Palestine, Algérie, Afrique du Sud. De nombreux autres syndicats ont participé au FSM sous l'égide de leurs délégations nationales. Nos affilié(e)s de l'UGTT ont pris les dispositions nécessaires pour que la PSI dispose d'une tente dans le village syndical ; nous avons présenté un grand nombre de documents et d'affiches qui ont d'ailleurs reçu un bon accueil. Les bannières de la PSI et l'UGTT sur le droit à l'eau et à l'énergie ornaient l'entrée principale du Forum social mondial.

Eau

http://www.flickr.com/photos/psi_isp_iska/sets/72157633159918000/

http://www.flickr.com/photos/psi_isp_iska/sets/72157633160027000/

Le réseau de défenseurs de la justice de l'eau s'est réuni à Tunis afin d'intensifier la collaboration internationale et soutenir les activistes locaux. Une réunion s'est tenue durant six heures en amont du lancement du Forum le 25 mars, et plusieurs réunions ont eu lieu dans le cadre du programme officiel du

FSM. Le mouvement pour la justice de l'eau poursuit ses efforts afin d'intégrer les nouvelles problématiques et tendances ; citons par exemple :

- l'accapement des terres et la mainmise sur l'eau
- la pollution, y compris par les industries extractives (exploitation minière, pétrole, fracturation du gaz de schiste, etc.)
- l'eau destinée à l'agriculture (agro-industrie contre petits exploitants)
- la financiarisation des ressources naturelles, eau comprise
- le changement climatique, l'économie verte
- l'infrastructure massive, y compris les barrages et l'interconnexion des rivières
- le système des Nations Unies, les Objectifs en matière de développement durable, etc.

Les activistes ont évoqué des exemples d'enjeux, de campagnes et de victoires. Le mouvement de résistance aux projets de méga-barrages et d'interconnexion de rivières en Inde a recouru à de nombreuses tactiques non violentes. L'incursion actuelle des investisseurs privés en Inde suscite de nouveaux modèles de résistance, en ce compris les recours juridiques, la convocation de tribunaux présidés par d'éminentes personnalités (en retraite), etc.

Plusieurs recommandations ont été formulées lors de ces réunions :

- Établir une base théorique commune pour ériger l'eau au rang de ressource commune, en se basant sur l'expérience des activistes et non sur une expérience purement juridique et/ou académique. La Résolution des Nations Unies de juillet 2010 sur le droit à l'eau ne suffit pas, elle est cooptée au sein de certaines entreprises et minée par plusieurs gouvernements (Canada, États-Unis, Australie, Japon, etc.). Les activistes doivent s'adapter à cette réalité – y compris dans le cadre de leur démarche de soutien aux programmes nationaux de mise en œuvre.
- Évaluer une approche appropriée des Nations Unies, toujours plus plébiscitée par les entreprises. Il a été proposé de créer une autorité mondiale distincte compétente sur les questions relatives à l'eau, mais sans parvenir à aucun consensus, et en se heurtant à de nombreux écueils. À cet égard, il est proposé d'envisager le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO comme un mécanisme axé davantage sur la participation.
- Appuyer les stratégies de protection des sources hydriques, à l'instar de la démarche opérée à New York (protection des réservoirs) ou Paris (collaboration avec des agriculteurs afin d'atténuer le recours aux engrais et pesticides et promotion de l'agriculture biologique).
- Tenter de mettre en place un fonds international dédié à l'eau, en faisant éventuellement appel au « crowdfunding »¹ (proposition suggérée par le mouvement grec qui cherche à lever des fonds pour prendre possession du service de distribution d'eau de Thessalonique, dans le cadre de la démarche de privatisation imposée par la Troïka). Identifier d'autres mécanismes de financement comme alternatives au secteur privé.
- Soutenir des campagnes spécifiques ayant des implications plus vastes, à l'image de l'eau en Palestine ; des privatisations en Grèce et en Tunisie ; de la remunicipalisation au Chili (et de la lutte contre l'utilisation des politiques néolibérales adoptées au Chili à titre de modèle pour l'ensemble du secteur), etc.
- Aller au-delà de la privatisation pour inclure la financiarisation (propositions de l'économie verte concernant les services écosystémiques, etc.), en lien avec le système des Nations Unies, les Objectifs en matière de développement durable, qui seront largement influencés par le PNUE, encourageant l'approche des services écosystémiques.

¹ Démarche collective d'individus qui se mettent en réseau et regroupent leurs moyens financiers, généralement via Internet, afin d'appuyer les efforts initiés par d'autres personnes ou organisations.

- Assurer un développement dépassant les entreprises de service public qui témoignent déjà leur soutien, pour gagner les villes et leurs représentants élus et nommés.

Enjeux en cours :

- privatisation, y compris dans le cadre des mesures d'austérité récemment adoptées
- partenariats public-public à titre de politique alternative
- remunicipalisation des concessions privées.

Le travail sur la privatisation est bien ancré mais requiert une vigilance constante pour s'étendre à de nouveaux partenaires, compte tenu de la dynamique changeante. Les programmes d'austérité initiés dans nombre de pays sont un prétexte idéal pour les investisseurs privés, notamment en raison des pressions croissantes exercées sur les budgets municipaux. Outre Suez et Veolia, de nouvelles entreprises font leur apparition, essentiellement issues du secteur national et local de la construction, comme c'est le cas au Brésil. Les sociétés de capital privé ne connaissent pas une forte expansion mais elles restent à surveiller. L'entreprise chinoise Beijing Enterprises Water Group² a récemment fait l'acquisition de la filiale portugaise de Veolia, marquant ainsi la première incursion chinoise sur le marché mondial de l'eau. Dans le cadre de la PSI, nous devons améliorer notre capacité à avertir en temps utile des politiques de privatisation.

Ridha Fourti, membre de l'affilié tunisien UGTT représentant les travailleurs de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (SONEDE), a expliqué quels étaient les enjeux auxquels ils étaient confrontés, en ce compris les tentatives de privatisation françaises (blocage récemment), et les récentes propositions de construction d'une usine de dessalement dont la propriété et la gestion relèveraient des pouvoirs publics - plutôt que de la placer d'emblée aux mains d'investisseurs privés. La Tunisie est en proie au stress hydrique et sera bientôt incapable de satisfaire aux besoins en eau de toute sa population, et ce même en ayant mis en place un mode de gestion dernier cri.

Fourti a également insisté sur les dynamiques politiques opérées durant les deux années qui ont suivi la révolution, et les défis consécutifs posés aux syndicats ainsi qu'aux activistes de la société civile. Il ne fait aucun doute que le gouvernement soutient des politiques néolibérales. Les organisations de la société civile ont souffert sous la précédente administration, qui a considérablement restreint l'activité politique. L'existence des syndicats a également été compromise mais a pu être maintenue grâce à leur présence sur le lieu de travail. Le parti politique Ennahda tente désormais de placer ses membres à tous les postes administratifs auxquels ils peuvent prétendre, ce qui signifie que les personnes à la tête des services publics sont des responsables politiques. Il tente même de proposer la candidature de certains de ses membres aux élections syndicales, obligeant l'UGTT à adopter une attitude défensive.

Une réunion a mis l'accent sur la collaboration entre les syndicats et les activistes de la société civile. Diverses expériences, aussi bonnes que mauvaises, ont été exposées, révélant les importantes divergences en termes d'histoire politique et de culture au niveau national. Tous ont convenu que l'alliance entre les syndicats et la société civile avait débouché sur de nombreux résultats essentiels et représentait l'une des clés du travail à l'avenir.

² Beijing Enterprises Water Group Limited est une société holding d'investissement. Aux côtés de ses filiales, la société œuvre à la construction d'usines de traitement des eaux usées et récupérées et de dessalement de l'eau de mer ; elle propose des services de construction dans le cadre de projets complets de rénovation en Chine continentale et en Malaisie ; elle fournit des services de traitement des eaux usées en Chine continentale ; elle fournit des services de traitement des eaux récupérées et de distribution et de vente d'eau courante en Chine continentale ; elle fournit des services techniques liés au traitement des eaux usées et à la construction dans le cadre de projets complets de rénovation en Chine continentale, et elle délivre des accords de licences de savoir-faire technique dans le domaine du traitement des eaux usées. Enfin, l'entreprise assure des services de consultation dans le domaine du traitement des eaux usées et de la construction.

Énergie

La PSI a organisé dans le cadre du FSM une réunion portant sur trois thèmes essentiels :

- le projet Desertec de 400 milliards d'euros, qui vise à générer de l'électricité solaire au Maghreb, destinée à être exportée vers l'Europe
- la fracturation hydraulique du gaz de schiste (aka fracking)
- les politiques relatives à l'énergie et au développement.

Le contenu des discussions était relativement technique compte tenu de la présence de syndicalistes du secteur et de professeurs d'université, ainsi que de quelques ONG œuvrant pour la protection de l'environnement. Personne dans ce groupe ne s'oppose au projet Desertec mais il convient d'adopter une approche distincte à cet égard, de favoriser une inclusion sociale accrue, d'intensifier les débats avant que les lois ne soient adoptées. Tous les membres du groupe sont opposés à la fracturation en raison des volumes conséquents requis en eau, des risques de pollution et de l'instabilité sismique causée par l'exploration. Il a été convenu de coordonner un groupe de travail tunisien sur le projet Desertec et un autre sur la fracturation.

Des syndicats nigériens, ghanéens et rwandais ont évoqué la grande difficulté à accroître l'accès à l'électricité, en ce compris la corruption, la privatisation par l'actionnariat extérieur et le manque de fonds. La société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) peut se prévaloir d'une longue expérience dans le domaine du renforcement de capacités et de l'assistance mutuelle avec d'autres services publics africains. Elle travaille actuellement sur un projet conduit au Rwanda, et notre affilié rwandais a fait savoir que ce projet avait été accueilli favorablement. Notre collègue de l'UGTT glanera auprès de la direction de plus amples informations au sujet de ces pratiques, qui pourraient s'inscrire dans le cadre du modèle de partenariat public-public.

Une seconde réunion, fréquentée par un certain nombre de délégué(e)s de la PSI, avait été organisée par Germanwatch, une ONG allemande. Si le but premier de cette réunion semblait être de réunir des groupes critiques à l'égard du projet Desertec, elle a finalement assuré la promotion de ce dernier au travers des interventions de représentants de Dii (Desertec industrial initiative) et de la Fondation Desertec. Un membre de la section de la section développement et aide de la GIZ (Agence de Coopération Allemande au Développement) était présent parmi le public. Mansour Cherni, de la Fédération générale de l'électricité et du gaz relevant de l'UGTT, a évoqué le mode opératoire adopté par la Dii et la Fondation Desertec en Tunisie, excluant toute réponse aux demandes d'engagement soumises par le syndicat. Le reste de l'assemblée s'est également montré très critique quant à l'arrogance témoignée dans le cadre de l'exécution des projets. À l'issue de la réunion, les délégué(e)s se sont entretenu(e)s avec Mansour dans la perspective d'une prochaine réunion.

Évaluation de la participation au Forum social mondial de la délégation de la PSI sur les services de distribution

Une telle évaluation est assez difficile à entreprendre en général, compte tenu de la nature amorphe de l'établissement de réseaux et du renforcement des alliances et du mouvement. Eu égard à l'eau, les avantages de cette réunion sont plus aisément perceptibles compte tenu de la présence de nombreux alliés avec lesquels nous collaborons depuis des années, et ce type d'événement nous permet d'approfondir les liens entre le mouvement syndical et la société civile.

Dans le domaine de l'énergie, les syndicats comme la société civile sont partagés entre diverses approches, comme le soutien ou l'opposition à certaines questions : le charbon, le pétrole et le gaz, le nucléaire, les grands barrages, les projets d'infrastructure de grande envergure, l'énergie éolienne et solaire, la biomasse,

etc. À Tunis, nous avons témoigné notre engagement sur deux questions extrêmement pertinentes pour nos hôtes : le vaste projet solaire Desertec et la fracturation hydraulique du gaz de schiste.

Le FSM est toujours l'occasion de découvrir d'autres horizons, d'ouvrir une réflexion sur d'autres questions, d'entrer en contact avec d'autres mouvements et d'exposer les syndicats aux mouvements sociaux les plus divers à travers le globe. La PSI est largement considérée comme une fédération syndicale à vocation sociale. Les affiliés participant sont généralement ravis de la nouvelle exposition dont ils bénéficient et ils appliquent souvent les enseignements tirés dès leur retour.

FORUMS SUR LA JUSTICE FISCALE ET LA TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIERES

http://www.flickr.com/photos/psi_isk/sets/72157633155157453/

Session sur une stratégie internationale de TTF

Des membres de la PSI en provenance de Tunisie, du Kenya, du Nigeria, de Tanzanie et des États-Unis ont participé à la réunion sur la stratégie de campagne mondiale relative à la taxe sur les transactions financières, qui était organisée par la PSI à Tunis le 26 mars. La TTF demeure un pilier de la campagne générale en faveur de la justice fiscale, et les militants cherchent à collaborer dans le contexte de la TTF dans l'UE, du Sommet sur les OMD pour l'après-2015, du G20, de la Journée mondiale des services publics célébrée le 23 juin, et d'autres possibilités d'intervention. La réunion était organisée avec le concours de la National Nurses United affiliée à la PSI.

Le monde a besoin de justice fiscale et d'une TTF

Les syndicats affiliés à la PSI figuraient parmi les groupes du monde entier, du Nord au Sud, représentés par les 200 personnes réunies à l'occasion de ce forum public dynamique le 28 mars dernier, lors du Forum social mondial. C'est avec passion que les participant(e)s ont échangé sur la nécessité de promouvoir une taxation et des dépenses progressives dans le domaine des services publics et du développement durable afin de mettre fin à la pauvreté et aux inégalités, soutenues par des processus participatifs démocratiques. L'événement était organisé conjointement par la PSI et les organismes suivants : Attac Norvège ; CIDSE ; CNCD-11.11.11 ; Les Européens pour la réforme financière ; ETUC-CES ; FGTB ; Friedrich-Ebert-Stiftung ; Global Progressive Forum ; Jubilee South - Asia/Pacific Movement on Debt and Development ; National Nurses United ; Oxfam Grande-Bretagne ; Robin Hood Tax campaign ; SOLIDAR ; Tax Justice Network-Africa ; Trades Union Congress-GB ; UBUNTU Forum ; War on Want.

Déclaration du FSM sur la Justice fiscale

Les échanges menés lors de l'ultime assemblée du FSM sur le thème de la justice fiscale ont été repris dans une déclaration d'une page - un appel à l'action mondiale concertée. La nouvelle Alliance mondiale pour la justice fiscale est citée comme un réseau potentiel d'échange d'informations et de coordination des diverses activités.

<http://www.world-psi.org/en/tax-justice-social-justice>

Les mesures d'austérité contribuent à l'évasion fiscale - selon la nouvelle étude publiée par la FSESP, la branche européenne de la PSI. Ce document a été remis aux participant(e)s au FSM : « Impact of austerity on jobs in tax services and the fight against tax fraud and avoidance in EU-27 + Norway. »

http://www.epsu.org/IMG/pdf/LayoutTax_collection_services_report_Final_-_EN.pdf

À quelques jours à peine de la clôture du Forum social mondial, un article de type wikileaks sur les paradis fiscaux a défrayé la chronique mondiale.

<http://www.guardian.co.uk/uk/2013/apr/03/offshore-secrets-offshore-tax-haven>

Vidéo sur le même thème : <http://www.commondreams.org/video/2013/03/29-0>

ATELIER : PAS DE PROGRES SOCIAL SANS ORGANISATIONS SYNDICALES INDEPENDANTES

http://www.flickr.com/photos/psi_isp_iska/sets/72157633159860530/

La PSI est à l'origine de cet atelier, qui a examiné comment un droit fondamental de l'homme - la Convention n° 87 de l'OIT sur la liberté syndicale - est respecté dans différents pays. Les intervenants ont exploré la question et débattu du rôle que les syndicats doivent continuer à jouer dans les prochaines années afin d'ancrer la démocratie dans la région MENA et dans d'autres régions encore ; ils ont également analysé les enjeux auxquels ils sont confrontés. Kamal Abu Eitta (RETA), Rachid Malaoui (SNAPAP), Anan Qadri (HSU-PGFTU), Juneia Batista (CUT), Daniel Van Daele (FGTB), Giuseppe Valentino (CGIL Calabria) et d'autres encore ont plaidé vigoureusement en faveur de syndicats puissants, capables de défendre les droits des travailleurs et des travailleuses.

Kamal Abu Eitta (RETA) (*photo, à g.*) s'est exprimé au sujet des restrictions persistantes à l'égard des droits syndicaux et du droit de manifester en Égypte. Il soutient que les syndicats indépendants sont le principal moteur pour atteindre les objectifs impartiaux de la révolution. « Nous considérons que le droit fondamental de liberté syndicale des travailleurs et des travailleuses est également lié à la liberté des femmes et de tous les autres membres de la société. Le régime autoritaire est toujours en place, et aucun véritable révolutionnaire ne s'est encore frayé un chemin vers le pouvoir. C'est ensemble que nous devons lutter pour défendre une nouvelle forme de mondialisation fondée sur les droits humains. »

Rachid Malaoui (SNAPAP), Algérie, a quant à lui évoqué les enjeux auxquels se heurte le SNAPAP en tant que syndicat indépendant refusant de s'identifier aux intérêts gouvernementaux, militaires ou religieux. Le SNAPAP se concentre davantage sur l'établissement d'un réseau en apportant son soutien à la société civile, aux femmes, aux jeunes et aux personnes sans emploi. Malaoui remercie l'Internationale des Services Publics pour avoir résolument appuyé l'établissement de syndicats indépendants dans la région MOAN. Il fait cependant observer que l'entrée en Égypte a été refusée à des représentants syndicaux du SNAPAP, suite au soutien témoigné par le syndicat à l'égard de RETA. Malaoui recommande à ses collègues de Tunisie, d'Égypte et d'ailleurs, de rechercher des solutions politiques plutôt que de faire appel à l'armée pour appuyer une transition progressive.

Plusieurs intervenants ont attiré l'attention sur l'urgence d'une collaboration intersyndicale, tant à un niveau national que transfrontalier. Des représentants italiens et congolais ont confié leur espoir de voir émerger un mouvement syndical plus uni. Certains intervenants ont fait référence au contexte historique dans lequel était né le mouvement syndical et à la nécessité de coopérer avec d'autres organisations de la société civile afin de mener des efforts de lobbying plus efficaces lorsque le dialogue social n'aboutit pas aux résultats escomptés.

ATELIER : L'AUTONOMISATION DES FEMMES

http://www.flickr.com/photos/psi_isp_iska/sets/72157633159374812/

Cet atelier de la PSI a étudié de quelle manière les syndicats du monde entier soutiennent l'autonomisation des femmes et accentuent la visibilité et l'efficacité du combat contre les discriminations de genre et pour la position des femmes dans leurs organisations et dans la société. Les politiques en matière d'équité salariale et les actions visant à mettre un terme à la violence contre les femmes ont bénéficié d'une attention particulière. Les meilleures pratiques de la région MOAN et d'autres régions dans ce domaine ont été présentées par Anan Qadri (HSU-PGFTU) (*photo, à g.*), Anne Demelenne (FGTB) (*photo, à dr.*), Touriya Lachrech (CDT), Juneia Batista (CUT), Mercedes Landolfi (CGIL), Jean Pierre Kimbuya (COSSEP/UFF), Rand Khaldi (Travailleurs de la santé, Jordanie), Sahar Dessouki (Travailleurs de la santé, Égypte), Virginia Setshedi (ISP) (*photo, au centre*) ainsi que d'autres intervenants.

Anne Demelenne, Secrétaire générale de la FGTB (Belgique) a évoqué la discrimination de genre dans la langue, en renvoyant à la dénomination « femme de ménage » pour désigner une femme agent d'entretien, alors qu'un homme à ce même poste sera plus volontiers qualifié de « responsable du nettoyage ». De la même manière, l'homme est directeur d'un service tandis que la femme occupant cette même fonction est qualifiée de coordinatrice. » En Belgique, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est encore de 22 %. La FGBT lutte pour l'inclusion des femmes dans les conseils d'administration, et pour un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, de façon à permettre aux femmes de contenter les besoins de leur famille. Parallèlement, le syndicat lutte contre les mesures d'austérité générant des coupes dans les services publics qui emploient et soutiennent les femmes.

Juneia Batista, CUT, a fait remarquer que le chef d'État brésilien actuel était une femme, qui plus est ancienne guerrillera. « Les femmes souhaitent travailler dans la fonction publique, et ce travail doit s'opérer dans des conditions décentes et procurer un salaire décent. Les femmes pauvres ont droit au logement, de même qu'à l'électricité et aux subventions agricoles, et elles doivent bénéficier d'un accès à l'enseignement post-secondaire. Le Brésil a introduit une nouvelle loi autorisant à accuser un homme de violence conjugale, sans que sa femme n'ait à le dénoncer. »

Mercedes Landolfi, de FILLEA CGIL (Italie), a déclaré : « J'ai voyagé aux quatre coins du globe et je me suis entretenue avec bon nombre de femmes ; j'en conclus que nous sommes concernées par les mêmes problèmes. Nous devons mener une coopération interculturelle pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes. Chacun et chacune a le droit de mener une existence paisible dans son propre pays, d'avoir sa propre religion et sa propre culture, mais aucune religion ni aucune culture ne saurait priver les femmes de leurs droits économiques et sociaux. »

Mme Kabaso, du Zambia Social Forum, a pris la parole au nom du mouvement des femmes de Zambie. « Nous nous heurtons à de nombreux défis liés à la représentation insuffisante des femmes dans les sphères législatives et au sein des parlements. Les femmes en milieu rural sont confrontées à de multiples problèmes, tels que l'accès insuffisant à l'eau potable et aux services sociaux de base. La plupart des familles privilégient l'éducation des garçons, car l'homme est destiné à occuper une fonction dirigeante. Bien souvent, les filles sont forcées à se marier. Nous avons contraint le gouvernement à adopter une loi sur la violence fondée sur le genre, mais la loi en question n'est pas pleinement mise en œuvre. Nous voulons une constitution qui intègre les droits des femmes à la Déclaration des droits de l'homme. Nous voulons que cette constitution soit adoptée par référendum. La semaine dernière, une femme a été élue pour la première fois à la tête d'une tribu, et elle défend très bien les droits de la femme. Auparavant, les filles qui avaient eu des enfants ne pouvaient pas retourner à l'école ; cette pratique est aujourd'hui révolue. »

Jean-Pierre Kimbuya, Secrétaire général du COSSEP (Congo/RDC) a déclaré : « Il est essentiel que les femmes jouissent pleinement de leurs droits sociaux et économiques et qu'elles puissent participer totalement aux processus démocratiques. Les femmes travaillent désormais dans la fonction publique et elles jouissent d'un meilleur accès à l'éducation, mais la violence à leur égard a connu une progression spectaculaire sous l'effet des viols et de la guerre. L'essentiel des emplois formels réels sont attribués aux hommes, alors que les femmes sont employées dans le secteur et les marchés informels, parfois même jusqu'à une situation dégradante où la condition des femmes pauvres est celle d'une bête de somme. Il y a peu de temps encore, les femmes ne pouvaient pas obtenir d'emploi sans la permission de leur époux. Aux côtés de syndicats canadiens, notre syndicat élabore des politiques fortes visant à accroître l'éducation des femmes et leur participation au marché du travail. Aujourd'hui, les femmes représentent 28 % de notre effectif. Nous devons œuvrer côte à côte sur la question de l'égalité. »

Yamina Maghraoui, du syndicat indépendant SNAPAP (Algérie) a indiqué : « Grâce au travail de notre syndicat, le SNAPAP, 30 000 femmes jouissent désormais d'un emploi permanent dans l'enseignement. En 2011, des femmes se jetaient sous les roues des bus de la police pour empêcher les policiers d'emmener des manifestants pacifiques en pleine nuit. Les femmes qui occupent des emplois précaires n'ont aucun moyen de se protéger. »

ATELIER : L'EMPLOI DES JEUNES EST LE MOYEN DE SORTIR DE LA CRISE

Les jeunes travailleurs, les décideurs politiques, les autorités publiques et les syndicats construisent une plate-forme pour la création d'emplois décents.

http://www.flickr.com/photos/psi_isp_iska/sets/72157633155343141/

Le monde est confronté à une crise de l'emploi de plus en plus grave pour les jeunes : ils sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes et plus de 75 millions de jeunes à travers le monde cherchent du travail. Les syndicats jouent un rôle important en permettant aux jeunes travailleurs et travailleuses de s'exprimer.

Au cours de cet atelier, les participant(e)s en provenance de divers continents ont échangé leurs points de vue au sujet des politiques et initiatives en cours de développement dans le domaine des jeunes. Si

certain(e)s ont souligné la nécessité d'accroître l'employabilité des jeunes, d'autres ont affirmé que la création d'un nombre accru d'emplois était la seule solution pour remédier au chômage des jeunes.

Il est très largement ressorti que les employeurs devaient davantage contribuer à la formation des jeunes en cours d'emploi, que les programmes d'emploi visant à réduire les charges sociales en cas d'embauche de jeunes travailleurs(-euses) représentaient une forme de subvention non justifiée pour les employeurs, et que les mesures d'austérité concouraient aux situations d'exploitation.

Les participant(e)s issu(e)s de la région MOAN ont également réfléchi au rôle joué par les jeunes lors du Printemps arabe, en sollicitant clairement la création d'emplois de meilleure qualité. La plupart des promesses n'ont pas été tenues pour le moment et la représentation des jeunes au sein du gouvernement est quasi inexistante.

UNE REUNION SUR LA STRATEGIE COMMERCIALE MONDIALE

http://www.flickr.com/photos/psi_isp_iska/sets/72157633155728043/

La PSI était présente lors de la réunion stratégique mondiale « Notre monde n'est pas à vendre » (Our World Is Not For Sale - OWNFS) tenue à Tunis durant les jours qui ont précédé le FSM et elle a co-organisé l'atelier relatif à l'accord international sur les services (International Services Agreement - ISA). La réunion avait vocation à analyser les développements survenus dans le cadre de l'agenda de l'OMC, en prévision de la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC à Bali qui aura lieu du 3 au 6 décembre. Les principaux points à l'ordre du jour de la conférence de Bali incluent l'agriculture, la facilitation du commerce et la réponse à des questions touchant les pays les moins développés. Des pressions sont exercées afin de conclure le cycle de Doha et sortir de l'impasse entre le Nord et le Sud, de manière à pouvoir s'orienter vers des accords plus agressifs concernant l'accès aux marchés. Lors du sommet, les propositions avancées par les pays en développement (en particulier en matière d'agriculture et de développement) et le désir des pays riches à l'égard de mesures commerciales favorisant la réduction des procédures bureaucratiques et l'harmonisation des problèmes réglementaires, seront une source de tension majeure. Ce processus est d'autant plus complexe que se profile la nomination d'un nouveau Directeur général de l'OMC, qui prendra ses fonctions à quelques mois de la Conférence ministérielle.

Pour la PSI, la Conférence ministérielle de Bali sera tout aussi importante par rapport à ce qui sera défini pour l'après-Bali, si toutefois le cycle de négociations de Doha venait à s'achever. Est entendue ici la proposition d'accord international sur les services (International Services Agreement - ISA), que les pays favorables au commerce les plus agressifs défendent comme un accord de libre-échange (ALE) plurilatéral. Le but de l'ISA est de fournir les services publics (assurés actuellement par des entités publiques et privées) non plus dans le souci de satisfaire l'intérêt public mais pour répondre aux intérêts économiques d'entreprises d'investissement privées. Les mesures incluent de libéraliser l'investissement dans les services, de forcer les gouvernements à permettre à des concurrents étrangers d'accéder aux services publics nationaux et de restreindre la capacité des gouvernements à réglementer les services. Associées à d'autres dispositions, celles qui précèdent rendront la privatisation quasi irréversible, elles encourageront la déréglementation et érigeront l'intérêt économique au rang de norme dans nombre de domaines relevant des services publics, dépassant ainsi les dispositions actuelles de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

L'accord proposé au sujet des biens environnementaux est lui aussi préoccupant dès lors que sa portée inclut la libéralisation des « avantages » mais aussi des « nuisances » écologiques.

Des intervenants qui se sont exprimés lors de la réunion OWNFS ont reconnu que la lente progression du cycle de Doha et la fragmentation de l'agenda commercial en ALE bilatéraux avaient affaibli la capacité de la société civile à mobiliser l'opposition ; nombre d'ONG ont cessé leur travail commercial en raison de la complexité croissante de ce dernier. La réunion a reconnu le besoin de relancer la dynamique, si nous sommes amenés à cesser ou ralentir l'offensive unilatérale en faveur du libre-échange dans le but de satisfaire les intérêts des entreprises des pays les plus riches. La réunion a permis de :

- partager des informations sur les progrès réalisés à l'OMC et les positions des pays concernant divers accords
- définir plus avant les demandes conjointes de la campagne
- développer une stratégie d'action pour chacun des accords ou éléments proposés
- organiser une activité sur le terrain en lien avec la conférence de Bali, et découvrir les points de vue des principaux groupes d'activistes indonésiens.

La PSI revoit actuellement notre engagement dans le cadre de l'agenda commercial ; la réunion a permis de tisser des liens avec la société civile et des activistes nationaux dans les domaines qui nous préoccupent vivement, et tout particulièrement l'ISA.